



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/740
17 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Points 118 et 12 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX
PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES
ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport de la Quatrième Commission

Rapporteur : M. Mohammad Saeed AL-KINDI (Emirats arabes unis)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1989, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-quatrième session les points suivants :

"118. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.

12. Rapport du Conseil économique et social."

A la même séance, l'Assemblée a décidé de renvoyer à la Quatrième Commission le point 118 de l'ordre du jour et les chapitres I et VI (sect. C) du rapport du Conseil économique et social (A/44/3) qui traite de la même question 1/.

2. A la 2e séance, le 2 octobre, la Quatrième Commission a décidé de tenir un débat général sur les points 18, 116, 118 et 12, 119 et 120, étant entendu que les diverses propositions s'y rapportant seraient examinées séparément.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 3 (A/44/3).

3. La Quatrième Commission a examiné les points 118 et 12 à sa 5e séance et de sa 9e à sa 16e séance, entre le 10 et le 25 octobre (voir A/C.4/44/SR.5, 9 à 16). Le débat général sur les points mentionnés plus haut - y compris les points 118 et 12 - a eu lieu de la 9e à la 15e séance, entre le 18 et le 23 octobre.

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

4. A la 5e séance, le 10 octobre, le rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a fait un exposé dans lequel il a retracé les activités pertinentes du Comité spécial en 1989 et appelé l'attention sur le chapitre VII du rapport du Comité, traitant du point 118 [A/44/23 (Partie IV)] 2/ et contenant notamment le projet de résolution présenté sur la question par le Comité à la Quatrième Commission pour examen.

5. Pour l'examen de cette question, la Quatrième Commission était saisie du rapport du Secrétaire général présenté conformément au paragraphe 23 de la résolution 43/30 de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1988 (A/44/297 et Add.1 et 2).

6. A sa 16e séance, le 25 octobre, la Quatrième Commission a adopté le projet de résolution figurant au paragraphe 16 du chapitre VII du rapport du Comité spécial [A/44/23 (Partie IV)] par 134 voix contre 2 avec 10 abstentions (voir par. 7) 3/. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua,

2/ Sera inclus dans les Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 23 (A/44/23).

3/ Les représentants des Etats Membres suivants ont fait des déclarations en explication de vote : Australie, Autriche, Botswana, Canada, Chili, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède (également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Norvège) et Uruguay.

/...

Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, France, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

III. RECOMMANDATION DE LA QUATRIEME COMMISSION

7. La Quatrième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies",

Ayant examiné les rapports présentés sur la question par le Secrétaire général 4/ et le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 5/,

4/ A/44/297 et Add.1 et 2.

5/ A/AC.109/L.1705.

/...

Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Se félicitant de la mise en place, le 1er avril 1989, du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie et encouragée par le commencement du processus d'indépendance prévu dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, du 29 septembre 1978,

Profondément consciente de ce que le peuple namibien, en particulier pendant la période de transition et immédiatement après l'indépendance, continuera d'avoir le plus grand besoin d'une assistance concrète de la part des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

Prenant note de l'assistance fournie jusqu'à présent aux territoires coloniaux par certaines institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, et considérant que cette assistance devrait encore être élargie pour répondre aux besoins pressants d'aide extérieure des peuples concernés,

Soulignant qu'il importe de réunir des ressources supplémentaires pour financer des programmes de plus en plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut obtenir l'appui des principaux organismes de financement du système des Nations Unies à cet effet,

Notant avec une profonde préoccupation que les pratiques d'apartheid de l'Afrique du Sud et ses actes de déstabilisation contre les Etats de première ligne et les Etats voisins continuent de menacer gravement la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent la fourniture d'une assistance aux peuples des territoires coloniaux,

Exprimant ses remerciements au Secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine pour la coopération et l'assistance constantes qu'il fournit aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et convaincue que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, d'une part, et les organisations régionales, d'autre part, contribuent à faciliter la formulation efficace de programmes d'assistance aux peuples concernés,

/...

Exprimant ses remerciements aux gouvernements des Etats de première ligne pour l'appui indéfectible qu'ils ont fourni au peuple namibien dans sa recherche de l'indépendance, et consciente des besoins particuliers d'assistance internationale de ces gouvernements,

Considérant que le maintien de liens, quels qu'ils soient, avec le régime raciste d'Afrique du Sud revient à appuyer ou à entériner les politiques et les pratiques répressives d'apartheid que ce régime poursuit à l'encontre du peuple sud-africain et sa politique de déstabilisation des Etats africains voisins,

Considérant l'importance des activités menées par les organisations non gouvernementales en vue de mettre fin à l'aide que fournissent encore certaines institutions spécialisées à l'Afrique du Sud,

Consciente de la nécessité impérieuse de suivre en permanence les activités menées par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des diverses décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux concernant la question 6/;
2. Réaffirme que les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies devraient continuer à s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies dans leurs efforts pour contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'application intégrale et rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
3. Réaffirme également que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité de la lutte que mènent les peuples coloniaux pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples et à leurs mouvements de libération nationale;
4. Exprime ses remerciements aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer, à des degrés divers, avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et demande instamment à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'accélérer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;

6/ A/44/23 (Partie IV), chap. VII.

5. Demande aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prêter ou de continuer de prêter d'urgence tout l'appui moral et matériel possible aux peuples coloniaux, en prenant en considération le fait qu'un appui de ce type ne devrait pas seulement satisfaire les besoins immédiats de ces peuples, mais également créer des conditions favorables au développement une fois qu'ils auront exercé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;
6. Demande à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de fournir une assistance concrète au peuple namibien, en particulier durant la période de transition et immédiatement après l'indépendance;
7. Demande à nouveau aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de continuer à prêter aux Etats ayant accédé depuis peu à l'indépendance ou sur le point d'y accéder tout l'appui moral et matériel nécessaire pour qu'ils parviennent à une véritable indépendance économique;
8. Recommande à nouveau aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'établir ou de développer des contacts et une coopération avec les peuples coloniaux et les puissances administrantes concernées, soit directement soit, le cas échéant, par l'intermédiaire des organisations régionales en vue d'intensifier les programmes d'assistance et de faciliter et d'accélérer l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
9. Prie instamment les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, en coopération avec les organisations régionales et autres, le cas échéant, de soumettre à leurs organes directeurs et délibérants, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des programmes précis d'assistance aux peuples des territoires coloniaux, et à leurs mouvements de libération nationale;
10. Prie instamment à nouveau les chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'appeler l'attention de leurs organes directeurs sur la présente résolution et leur demande instamment de prévoir des procédures souples lors de l'élaboration de programmes précis pour les peuples des territoires coloniaux;
11. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès qu'ont réalisés ces institutions et organismes en ce qui concerne l'application de la résolution 1514 (XV) et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
12. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies de fournir une assistance matérielle substantielle aux gouvernements des Etats de première ligne afin de leur permettre de résister aux tentatives de déstabilisation auxquelles se livre le régime raciste d'Afrique du Sud;

13. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de continuer à prendre, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, toutes les mesures nécessaires pour qu'aucune aide, financière, économique, technique et autre, ne soit accordée au Gouvernement raciste d'Afrique du Sud et de ne prendre aucune mesure qui pourrait signifier qu'elles appuient ou entérinent la politique et les pratiques répressives d'apartheid que le régime raciste poursuit à l'encontre du peuple d'Afrique du Sud et sa politique de déstabilisation des Etats africains voisins;

14. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à coopérer avec le Fonds de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid, créé par les pays non alignés dans le dessein d'apporter ensemble une aide d'urgence aux Etats de première ligne et aux mouvements de libération nationale qui luttent contre le régime d'apartheid en Afrique australe;

15. Recommande à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, afin d'assurer l'application intégrale et effective de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et, à cet égard, d'accorder la priorité à la question de l'octroi d'une assistance, à titre de mesure d'urgence, aux peuples des territoires coloniaux;

16. Prie le Secrétaire général de continuer à aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à mettre au point des mesures appropriées pour l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'assistance de ces institutions et organismes, un rapport sur les mesures prises depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

17. Prie le Conseil économique et social de continuer, selon que de besoin, à envisager, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

18. Prie les institutions spécialisées de rendre compte périodiquement au Secrétaire général des mesures qu'elles auront prises en application de la présente résolution;

19. Décide, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourra souhaiter donner lors de sa quarante-quatrième session, de poursuivre l'examen de cette question et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée à sa quarante-cinquième session.
